

La voix de l'Opposition de gauche

Celui qui avait prétendu renégocier le TSCG nous refait le coup
cette fois avec l'euro ! Décryptage.

06.02.2013

- Hollande veut une politique de change pour l'euro - Reuters

Rien que le titre suffit à comprendre que la décision se prend ailleurs, chez ses amis banquiers.

- L'Europe doit se doter d'une véritable politique de change afin de stabiliser le cours de l'euro actuellement soumis à de fortes oscillations sur les marchés, a plaidé mardi François Hollande devant le Parlement européen.

Problème l'Europe n'est pas maître de son destin, il faut rappeler qu'elle est une création du cartel des banquiers de la Fed, du groupe Bilderberg dirigé par les mêmes banquiers qui se réunit pour la première fois à la même époque et l'avait mise à son ordre du jour. Et récemment encore, c'est Goldman Sachs qui dispose d'un budget deux fois supérieur à celui de la France, 700 milliards de dollars, donc en réalité une puissance de feu 10 fois supérieure à cette somme déjà colossale pour spéculer à découvert sur les marchés des matières premières et les monnaies, qui avait estimé ou plutôt exprimé à haute voix le souhait dans un rapport que l'euro devrait s'échanger à 1,37 pour un dollar, niveau atteint avant-hier, depuis il est légèrement redescendu.

- Le président français a jugé que, faute d'agir, l'Europe prenait le risque de voir sa monnaie atteindre des parités qui porteront atteinte à son économie.

Foutaise, ce niveau a déjà été atteint et franchi depuis longtemps si on en juge par le nombre de fermetures d'usine, plus de 1.000 au cours des trois dernières années en France. (lire l'article en ligne dans cette page)

- "*L'Europe laisse sa monnaie, l'euro, vulnérable à des évolutions irrationnelles dans un sens ou dans un autre*", a regretté le président français, qui s'exprimait pour la première fois de son mandat devant les députés européens.

Il s'avoue impuissant face à ce problème, car ce n'est pas l'Europe qui en maîtrise le cours, mais les banquiers et spéculateurs internationaux qui ont leur homme dans la place en la personne de Mario Draghi, ex-Goldman Sachs, pour les servir. Celui-ci vient justement d'être blanchi par ses pairs, le comité de surveillance interne de l'Union européenne, qui a estimé qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts en raison de son appartenance au Groupe des Trente (G30), alors que selon l'Observatoire européen des entreprises, le G30 fait la promotion des intérêts du secteur financier privé et donne l'opportunité aux banquiers de faire du lobbying auprès des représentants du secteur public, tels que le président de la BCE. (voir la causerie d'hier)

Il est dès lors évident que lorsque le président de la BCE, de l'euro, est chargé par les banquiers de promouvoir leurs intérêts, si ces derniers coïncident avec la hausse de l'euro, il fera en sorte de les satisfaire au détriment de l'Europe, CQFD.

- "*Une zone monétaire doit avoir une politique de change*", a-t-il dit alors que l'euro s'est fortement apprécié ces derniers jours par rapport au dollar et aux autres grandes devises mondiales.

Hollande ignore comment fonctionne la finance mondiale ou il feint de l'ignorer, car la baisse du dollar, du yen et de la livre tandis que l'euro montait n'est pas dû au hasard, mais à des décisions politiques consistant à favoriser les marchés les plus juteux en terme de profit ou les plus compétitifs en terme de rentabilité, on a du mal à croire qu'il l'ignorait, c'est impossible, son discours est destiné à duper ce qu'on appelle l'opinion publique, qui elle ignore tout ou presque du fonctionnement de l'économie.

- Des économistes souhaitent que l'Europe suive le chemin des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon qui ont lancé des politiques monétaires visant à faire baisser le cours de leur devise.

Impossible, là encore il nous prend pour des demeurés, toutes les économies et les monnaies sont liées entre elle, imbriquées entre elle sur le marché de la finance mondiale, toute action tendant à la hausse ou à la baisse de l'une d'entre elles se répercute sur les autres, d'autant plus que d'autres mécanismes spéculatifs sont mis à contribution pour parvenir à l'objectif que l'oligarchie financière s'est fixé, elle n'y parvient pas toujours mais en règle générale cela donne les résultats escomptés, sinon ils ne se donneraient pas autant de mal.

- L'appréciation de l'euro suscite des inquiétudes dans les milieux industriels français alors que l'économie nationale s'oriente vers une croissance très faible en 2013.

C'est un euphémisme d'un cynisme incroyable, les centaines de milliers de travailleurs qui risquent encore d'être jetés à la rue dans les mois qui viennent apprécieront, Reuters se faisant le relais du discours de Hollande.

- Soucieuse de préserver l'indépendance de la Banque centrale européenne, l'Allemagne, dont les exportations ne semblent pas souffrir du haut niveau de l'euro, refuse de son côté tout interventionnisme en matière de politique de change.

Normal, elle constitue le fer de lance du cartel des banquiers de ce côté de l'Atlantique.

De plus l'Allemagne profite de conditions d'exploitation plus avantageuses qu'en France dans son propre pays, tout en ayant rapidement investi les ex-pays de l'Est dont elle exploite la main d'oeuvre à un coût proche de celui qui est pratiqué en Chine dans les zones industrielles dédiées à l'exportation. Et pour finir, elle a également investi très tôt massivement en Asie en s'associant avec des producteurs locaux qui aujourd'hui ont parfois atteint la taille de multinationales et inondent leur gigantesque marché intérieur, après que la classe moyenne se soit rapidement développée au cours de la dernière décennie, ainsi elle engrange profits et dividendes dans des proportions tout aussi colossale, ce qui n'est évidemment pas le cas de la France ; les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ayant été les pionniers en la matière y sont solidement implantés dans de nombreux secteurs économiques et sur un marché en continuel expansion (alimentation, cosmétique, construction, automobile, biens d'équipement, etc.), je le constate quotidiennement en Inde où je vis

- François Hollande, dont l'ambition affichée est de relancer la croissance en Europe, a jugé que le moment était venu de "*lancer le grand chantier de la réforme de la politique économique et monétaire*" de l'Union européenne.

Encore une annonce en trompe l'oeil qui signifie en fait avancer vers une dépendance accrue du marché dominé par les Américains, les Allemands, les Britanniques et les Japonais. C'est aussi un

moyen pour justifier sa politique d'austérité et l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à faire baisser le coût du travail, condition qui précéderait un redémarrage de l'économie, tandis que les taux d'intérêt baisseraient de manière à encourager la classe moyenne à consommer et à s'endetter davantage, tout en tentant de conquérir de nouvelles parts de marché à l'internationale, mais rien n'est moins sûr tant la concurrence est féroce et leurs adversaires mieux armés pour l'affronter, ils ont une longueur d'avance en la matière et cela serait étonnant qu'ils ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour la conserver, y compris en agissant sur le cours de l'euro par exemple !

- Pour le président français, l'Europe défend mal ses intérêts économiques.

Il en est le fossoyeur en refusant de s'attaquer à la BCE et plus largement à la finance, on ne lui demandera pas, on sait pertinemment qui il est et quels intérêts il représente, on connaît parfaitement ses réelles intentions.

- *"L'Europe, elle s'honore d'avoir un grand marché mais elle le défend mal face aux concurrences déloyales"*, a-t-il jugé.

Une nouvelle fois il manifeste son impuissance, alors qu'il dégage ! Place à un véritable gouvernement ouvrier qui se débarrassera du capitalisme et de ses institutions politiques, la Ve République, de son Etat, place à la République sociale.

- François Hollande a exhorté mardi ses partenaires européens à ne pas réclamer des coupes trop importantes dans le budget européen 2014-2020, ce qui risquerait, selon lui, de compromettre les chances de compromis jeudi et vendredi au sommet de Bruxelles.

"Un compromis est possible mais il doit être raisonnable et donc il va falloir raisonner ceux qui veulent amputer le budget européen au-delà de ce qu'il est possible d'accepter", a dit le président français.

"Pour l'avenir, de véritables ressources propres seront indispensables, sinon c'est la construction européenne qui se trouvera remise en cause", a ajouté le chef de l'Etat. Reuters 05.02

A quoi a-t-il servi le budget européen ? On pourrait le demander aux Grecs, aux Portugais et demain aux Espagnols dont le niveau de vie est en train ou est déjà retourné 20 ou 30 ans en arrière. On pourrait inclure les travailleurs des ex-pays d'Europe de l'Est qui ont été intégrés dans l'Union européenne et dont le niveau de vie demeure misérable, pays en proie également à un chômage de masse.

Ce budget a servi essentiellement à développer ou élever le niveau de vie de la classe moyenne qui s'est endettée sur de longues années. On pourrait comparer la manière avec laquelle il a été utilisé à ce qui se produit lors de chaque sortie de crise du capitalisme, où une période d'expansion en grande partie artificielle se produit en recourant massivement au crédit, jusqu'au jour où à nouveau l'économie se rétracte et une nouvelle crise survient, toute l'opération ayant servi presque exclusivement aux banquiers et aux capitalistes à s'enrichir. Il suffit d'observer ce qui se passe aujourd'hui dans les pays qui ont été cités plus haut pour le vérifier.

Donc ce que demande Hollande revient à servir à nouveau le couvert en en faisant payer le prix fort à la fois à la classe ouvrière et à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, car il n'a évidemment pas la moindre intention de s'attaquer aux privilèges de l'oligarchie financière pour trouver ce financement, le refus de taxer les riches ou le projet de réforme bancaire que Moscovici a présenté sont là pour le prouver si besoin était.